

الصيغة الجديدة

# مختارات الصحف

NRP Décembre 2021 N° 59

LA NOUVELLE  
REVUE DE  
PRESSE

Édition française

## « LE " TANGO " DE L'ECONOMIE ALGERIENNE »

### Société

Les produits de première nécessité ne seront plus soutenus:

Un système d'aide direct à la place des subventions

*Nordine Grim*

### DROIT

Locales: 36,58% taux de participation pour les APC et 34,76% pour les APW

### Culture/Médias

Comment restaurer les biens culturels

Rencontre sur les opportunités de collaboration algéro-italienne

### Histoire/Mémoire

Ces deux étudiantes françaises qui collectent et transmettent les mémoires d'Algérie

*Nadia Bouchenni*



# Sommaire

N° 59, Décembre 2021

## Dossier

### « LE " TANGO " DE L'ECONOMIE ALGERIENNE »

L'économie algérienne est en récession : Le report des réformes n'est pas une option, Abdelrahmi Bessaha, P.4-5

Algérie : l'économie peut-elle trouver un nouveau souffle avec la hausse des prix du pétrole ?, Pierre Desorgues, P.6

L'économie algérienne continue son tango au bord du gouffre, R. N., Yves Bourdillon, P.5-7

Algérie: les cinq raisons du processus inflationniste et son impact sur le pouvoir d'achat, P.8

Plan d'action du gouvernement : plusieurs mesures pour intégrer l'informel dans le circuit légal, améliorer le climat des affaires et l'accès au foncier industriel, P.9

Endettement, taux de change, financement monétaire : les recommandations anti-crise du FMI pour l'Algérie, Ouramdane Mehenni, P.10

## Société

Les produits de première nécessité ne seront plus soutenus: Un système d'aide direct à la place des subventions, Nordine Grim, P.11-12

Immigration clandestine : Plus de 1000 haraga algériens arrivés en Espagne ces dernières 72 heures, Ouramdane Mehenni, P.12

## Droit

Locales: 36,58% taux de participation pour les APC et 34,76% pour les APW, P.13

## Culture/Médias

Comment restaurer les biens culturels : Rencontre sur les opportunités de collaboration algéro-italienne, P.14

Le monde de la culture chez les habitants des zones d'ombre COMMUNE DE MOUSSADEK (CHLEF), Ahmed CHENAOUI, P.14

## Histoire/Mémoire

Ces deux étudiantes françaises qui collectent et transmettent les mémoires d'Algérie, Nadia Bouchenni, P.15

Les oubliés de l'histoire. Nouredine Ferhani, P.16

## Bibliographie

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.  
[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]  
Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE  
3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •  
Site web: [www.cdesoran.org](http://www.cdesoran.org) / Facebook : Cdes Oran

**LA NRP adresse ses meilleurs vœux pour 2022 à ses lectrices et lecteurs**

**LA NRP félicite MGR Jean Paul VESCO pour sa nomination comme Archevêque d'Alger**

**Ont collaboré à ce numéro**

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB

Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Sofiane BELKACEM, Redouane ARZOUR, Leila MOUSSATI



## Editorial

*Est-ce une vague qui cache l'océan ? Voilà déjà près de deux ans que l'ensemble des continents ont été secoués par la première vague de la pandémie (Covid-19), vagues que nous sommes aujourd'hui en train de compter malheureusement l'une après l'autre. Cependant, l'épreuve de la pandémie avait en elle-même un effet d'amplificateur des crises profondes qui existaient déjà dans chaque Etat à l'instar de l'Algérie.*

*Economiquement parlant, l'Algérie fut ces deux dernières années, l'un des pays lourdement impactés du fait de son modèle économique (jugé très sensible aux chutes du marché pétrolier) et le fait de sortir à peine d'une crise politico-sociale (une année de Hirak). Ce qui l'a amenée d'abord, faute de marge de manœuvre, au recours aux mesures d'urgence (efforts de restriction budgétaire, amélioration de la liquidité financière, numérisation, etc.). Puis à anticiper quelques initiatives en faveur d'un modèle économique plus diversifié.*

*S'il faut dire les choses franchement, il y a nécessité, selon les économistes, à tourner le dos de manière définitive et formelle aux pratiques du passé et surtout d'en tirer des leçons. Il faut trouver des solutions pour une relance effective de l'économie pour éviter de sombrer dans une crise multiple. Il faut trouver des solutions pour tous ôter tous les blocages qui freinent aujourd'hui la relance ; il ne faut plus de grains de sable dans la machine.*

*Aujourd'hui, plusieurs dossiers stratégiques et même prioritaires sont entre les mains des décideurs de l'Etat ; l'énergie renouvelable, l'exploitation des mines, l'agriculture, la technologie de l'information, le code des investissements, les accords avec l'Europe, l'OMC, etc. Ceci dit, il n'y a pas d'économie sans politique, ni de politique sans économie. Les deux vont de pair. Il est question donc d'étaler tous les points qui ont fait que jusque-là, l'économie Algérienne ne va pas au rythme qui devrait être le sien.*

Ghalem DOUAR

## L'économie algérienne est en récession : Le report des réformes n'est pas une option

(...) Pour 2021 et 2022, les perspectives restent fortement défavorables et si les politiques publiques actuelles ne sont pas ajustées, le pays se dirigera alors vers une crise de change en 2022/2023, avec le risque de compromettre l'indépendance économique du pays. De plus, tout report des réformes ne fera qu'aggraver cette récession et rendre les mesures correctives qui sont incontournables encore plus douloureuses pour la population. Pour éviter cela, il n'y a pas d'autres alternatives que de mener dès maintenant des politiques cohérentes sur les plans macroéconomique, structurel et sectoriel.

### La situation macroéconomique à fin 2020 s'est fortement détériorée

Les données sur l'Algérie publiées récemment par le FMI offrent le tableau suivant :

(1) la croissance réelle : a reculé de 6 % (avec un recul du secteur hors pétrole de 5 % et une chute du secteur pétrolier de 11%) par rapport à une croissance réelle modeste de 0,8 %



en 2019 (2% de hausse pour le secteur hors pétrole et 4,9 % de baisse pour le pétrole) ; (2) l'inflation moyenne : a atteint 2,4 % (mais cet indicateur n'est pas révélateur des vraies pressions inflationnistes vu l'obsolescence de la composition du panier, le contenu en produits subventionnés (13 %) et son objectif qui est de comparer l'évolution de la période courante avec les prix du panier de la période de base de 2001; (3) le déficit global hors pétrole, indicateur approprié pour un pays pétrolier, a atteint 26,7 % du PIB hors pétrole (PIBHP); (4) le déficit du compte courant de la balance des

paiements est de -10,5 % du PIB (-10% en 2019) en raison de la forte chute des exportations à \$26,4 milliards (\$38,3 milliards en 2019) et de la compression des importations à \$39,6 milliards (\$54,3 milliards en 2019); (5) les réserves internationales de change (RIC) : ont baissé à \$46,7 milliards (\$61,8 milliards en 2019); (6) la dette intérieure publique nette: a augmenté à 50,4 % du PIB (30,2 % du PIB en 2019) en raison essentiellement des emprunts de l'Etat auprès de la Banque d'Algérie; et (7) la dette extérieure brute : se situe à 2,3 % du PIB (2,5 % du PIB en 2019). L'économie algérienne est en récession, et pour la population cela veut dire une valeur du DA en baisse (9 %), un chômage en forte hausse (environ 2 millions de chômeurs) et un revenu national disponible en baisse de 9% au moins qui s'ajoutent aux 26,9% de chute entre 2014 et 2019.

### Les perspectives pour 2021 et 2022 sont très défavorables

En l'état actuel des politiques publiques, les principaux indicateurs de-

vraient évoluer ainsi : (1) la croissance : devrait reculer de 1%-2%, notamment du fait de l'absence de plan de relance consistant pour 2021 (\$4 milliards), de la rareté de ressources saines, de l'absence de plan de relance à moyen terme et de plan de vaccination massive et des rigidités structurelles existantes. Vu la conjugaison de tous ces facteurs contraignants, il est difficile d'envisager un bond de 10 points de pourcentage en 2021 comme le prévoit la loi de finances 2021 ou un bond de 8,8 points de pourcentage du PIB comme le prévoit le FMI (2,8% en moyenne). Les projections du FMI ne sont pas cohé-

rentes avec celles des finances publiques et du secteur extérieur et sont optimistes (un aveu reconnu par le FMI lui-même dans un rapport-bilan de juin 2019 concernant de nombreux pays avec lesquels il a mis en place un programme). (2) une accélération de l'inflation (avec 4,9% en 2021 et 6% en 2022) ; (2) une plus grande détérioration du déficit budgétaire hors pétrole (33,7 % et 32,5 % du PIB hors pétrole, respectivement en 2021 et 2022) ; (3) un déficit du compte courant : de 9% du PIB en moyenne en 2021-2022 ; et (4) une baisse continue des RIC qui devraient atteindre \$38,5 milliards à fin 2021 et \$28,9 milliards en 2022. Une possible crise de change. Les performances à ce jour sont très préoccupantes. La gestion des chocs n'a pas été à la hauteur des défis. En témoignent : (1) le fait que le plan d'urgence de 5 milliards de dollars de juillet 2020 n'a pas été opportun, cohérent et bien ciblé, trois conditions essentielles pour peser sur la production et les revenus à court terme dans le but d'augmenter la demande globale ; (2) L'efficacité des paiements directs en espèces aux ménages (devant atténuer les effets de la récession et stimuler la consommation des ménages) a été amoindrie par un manque de ciblage ; (3) l'impulsion budgétaire incluse dans la LFI 2021 est également très faible (\$ 4 milliards) pour avoir un impact significatif alors que les marges de manœuvre en termes d'activité sont énormes ; et (4) le pays ne s'est toujours pas doté d'un plan de relance à moyen terme pour booster la confiance des agents économiques. Notons enfin le fait que la communication publique et la transparence, leviers incontournables d'une bonne gestion de crise grave, ont été et continuent d'être un échec total.

### Que faire face à cette récession ?

En plus d'un programme ambitieux de vaccination et de mesures immédiates fortes visant à atténuer les impacts néfastes de la pandémie qui est toujours présente, il est recommandé de : (1) mettre en place le plus vite possible des politiques publiques fortes qui doivent s'articuler autour de 3 grands axes complémentaires et cohérents : macroéconomique, structurel et sectoriel. Ces politiques forment un tout et doivent s'inscrire dans le cadre d'un plan à moyen

terme global. Vu l'ampleur des déficits et les impératifs sociaux, les mesures doivent être progressives, bien articulées, ciblées et doivent faire l'objet d'un suivi rigoureux ; (2) adhérer aux principes à la base de la gestion macroéconomique de la crise suivants, à savoir :

(i) l'axe macroéconomique est au cœur du dispositif de réformes et du processus de redressement ; (ii) les objectifs à atteindre en matière de réduction des déficits sont basés sur des plafonds normatifs à déterminer ; (iii) les mesures à prendre en termes de recettes, de dépenses et pour ce qui est du secteur extérieur doivent tenir compte d'un séquençage optimal et devront toujours veiller à préserver la croissance. L'austérité n'a pas sa place ; (3) Prendre appui sur les marges de manœuvre du pays en termes de croissance et d'emploi. Et surtout communiquer régulièrement.

### **Articulation optimale des politiques budgétaires, monétaire et de change**

Le mix est le suivant : (1) une politique budgétaire visant à réduire le déficit du budget (pour arrêter le gaspillage des ressources publiques tout en prenant en compte la nécessité de préserver la croissance économique) ; (2) une politique monétaire devant contenir l'inflation par le biais d'une bonne gestion de la liquidité (et assurer un cadre propice aux investissements, à la production et à la consommation) ; et (3) une politique de change visant à réduire la surévaluation du dinar algérien (pour une meilleure gestion des ressources extérieures et de la demande globale). La poursuite d'une dépréciation du taux de change est incontournable. Ce mix est crucial et incontournable pour assurer la viabilité des finances publiques et du secteur extérieur. Le mix macroéconomique doit être accompagné par une politique sociale précise et ambitieuse qui doit protéger les segments vulnérables de la population.

### **Le déficit soutenable au niveau des finances publiques et la trajectoire de réduction :**

(1) le niveau soutenable : est de 10 % sur la base de la méthode du revenu permanent qui prend en considération les flux de revenus futurs du pays. Avec un déficit de 26,7 % du PIB HP, l'écart à réduire est de 16,7 points de pourcentage du PIBHP ; (2) comment le réduire ? (i) en augmentant

les recettes (réformes de la politique fiscale -taux et assiette-, réduction drastique des exonérations et amélioration de l'administrations fiscale et douanière) ; et (ii) rationaliser les dépenses. Vu leur impact sur l'activité économique, les mesures en termes de dépenses doivent être décidées en prenant en compte les multiplicateurs budgétaires (vitesse de l'impact d'une mesure) relatifs aux dépenses courantes (effet à court terme) et aux dépenses d'investissement (effets à moyen terme). Conséquemment, il est tiré un sentier de redressement des recettes et de rationalisation des dépenses totales pour appuyer le processus de réduction du déficit budgétaire tout en tenant compte du besoin de maintenir la croissance.

### **Le déficit soutenable au niveau du compte extérieur et la trajectoire de réduction:**

(1) le niveau soutenable : Des travaux sur la viabilité du secteur extérieur situent ce niveau à 5%. En conséquence, vu le déficit du compte courant de 10,5 % du PIB en 2020, l'écart est donc de 5,5 points de pourcentage du PIB.

(2) comment le réduire ? Une combinaison de mesures budgétaires restrictives, un dispositif cohérent en faveur d'une diversification des exportations et comme souligné ci-dessus un rééquilibrage du marché des changes par le biais d'une dépréciation nominale du DA d'environ 30-40%, étalée dans le temps.

En complément du glissement cumulé de 9 % entre fin 2019 et fin 2020, il faudra poursuivre le rattrapage en 2021 et 2022 afin d'atteindre un taux de change d'équilibre de 155 DA pour 1 dollar dans le contexte actuel. L'unification des taux parallèles et officiel et la restauration de la confiance des agents économiques vis-à-vis de la monnaie nationale qui a été fortement affaiblie impliquera des politiques macroéconomiques très fortes et des mesures techniques pour améliorer le fonctionnement du marché des changes. Objectif à moyen terme.

### **Des marges de manœuvre existent dans une stratégie de renouveau à moyen et long terme**

Deux leviers : (1) la croissance économique réelle : Avec un PIB estimé à environ \$146 milliards en 2020 et un PIB potentiel d'environ \$350 milliards, les marges de manœuvre sont significatives. Ce qui permet au pays

de se doter de plans de relance ambitieux contrairement à ceux mis en place dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC) pour 2020 (\$5 milliards) et la loi de finances initiale (LFI) de 2021 (\$4 milliards) ; et (2) l'emploi : avec 2 millions de chômeurs à fin 2020 et les nouveaux flux de demandeurs d'emploi (environ 200.000 par an), une politique de l'emploi (accompagnée de plans de formation) bien conçue permettra de mettre ces ressources humaines au service du redémarrage de l'économie et de sa modernisation et d'adapter les profils des travailleurs aux exigences des emplois qui seront créés. De même, un dispositif fort multidimensionnel (politique, institutionnel, administratif et technique) doit servir à pousser les populations en âge de travailler à rejoindre le marché du travail, notamment les femmes et accroître ainsi le taux de participation. Ce dernier est un facteur de croissance vital.

Des axes structurel et sectoriel cohérents doivent s'articuler de façon complémentaire avec le processus d'assainissement macroéconomique. (1) sur le plan structurel : Les réformes ont un double objectif : (i) renforcer la qualité de la politique macroéconomique (réformes sur les recettes, les dépenses, le processus et cadre budgétaire pour réhabiliter le budget en tant qu'outil de la gestion macroéconomique, et les statistiques macroéconomiques) ; et (ii) réformes pour relancer l'investissement privé productif, inclure les femmes dans le marché de l'emploi, améliorer l'accès au financement, mettre en place un système financier moderne et lutter contre la corruption pour rétablir la confiance de la population vis-à-vis des pouvoirs publics et s'approprier les réformes ; et (2) sur le plan sectoriel : Un dernier axe sectoriel peut moderniser et diversifier l'économie algérienne en pariant sur l'économie verte et numérique avec pour objectif d'accroître la productivité et la valeur ajoutée.

Un autre facteur en faveur des réformes est de renforcer sa résilience aux chocs extérieurs et intérieurs. Il s'agira de profiter du boom technologique du vert et du numérique. Deux voies qui permettront au pays de bénéficier du génie créateur de sa jeunesse.

## Algérie : l'économie peut-elle trouver un nouveau souffle avec la hausse des prix du pétrole ?



C'est une première depuis 2014. La balance commerciale algérienne est à nouveau positive. C'est du moins ce que projette le ministère du Commerce algérien. Les cours des hydrocarbures repartent à la hausse. Le prix du baril de pétrole côté à Londres, le Brent, dépasse les 85 dollars. Et son équivalent en gaz se négocie à plus de 150 dollars. Alger respire enfin. Pour l'année 2021, le pays devrait enregistrer selon les données des douanes algériennes un surplus commercial de plus de cinq milliards de dollars. Cette année 2021 les exportations seront supérieures aux importations. En 2020, en pleine épidémie mondiale de coronavirus le prix du baril était tombé à 9 dollars. Le PIB du pays a chuté de plus de 40% depuis 2014. L'enjeu est vital pour le pays.

Les exportations de gaz et de pétrole représentent un peu plus de 98% des exportations algériennes. Les revenus des exportations constituent un peu plus de 60% des recettes budgétaires de l'État algérien.

Camille Sari, économiste

La santé de l'économie algérienne dépend fortement du niveau des prix des hydrocarbures constate l'économiste algérien, Camille Sari. L'Algérie est le deuxième producteur de pétrole en Afrique.

Alger est également le septième exportateur de gaz au monde. "Les exportations de gaz et de pétrole représentent un peu plus de 98% des exportations algériennes. Les revenus des exportations constituent un peu plus de 60% des recettes budgétaires de l'État algérien. Sans un prix élevé du baril de pétrole ou du prix du gaz, le gouvernement algérien doit puiser

Une politique sociale liée au prix du baril

En 2007, les exportations des hydrocarbures s'étaient élevées à un peu plus de 80 milliards de dollars. En 2020, ce chiffre ne dépassait pas les 20 milliards. Le ministère algérien du Commerce parie pour l'année 2021 sur près de 40 milliards de dollars d'exportations (...).



dans ses réserves pour payer les salaires des fonctionnaires ou les dépenses sociales", décrit l'économiste.

De 2005 jusqu'en 2014, hormis lors de la crise 2008-2009, le prix du baril a atteint les 100 dollars. L'État algérien a pu grâce à ces prix élevés thésauriser des dizaines de milliards de dollars. Ses réserves de change étaient estimées à plus de 200 milliards de dollars en 2014. Aujourd'hui, elles ne dépassent pas les 30 milliards de dollars (...).

En effet dans les années 2000, le gouvernement réussissait à stabiliser l'économie du pays avec un prix du baril de pétrole autour de 50 dollars selon Camille Sari. "Aujourd'hui le point d'équilibre se situe autour d'un prix à 70 dollars", estime l'économiste. L'embellie sur les prix du pétrole et du gaz peut-elle durer, pour le plus grand bénéfice de l'État algérien ? Le prix du baril peut-il se maintenir au-dessus des 80 dollars ? François Perrin, directeur

de recherche à l'IRIS à Paris, suit de près les cours du pétrole et se montre prudent.

Au delà de deux ans, il est bien compliqué de prévoir quel sera le niveau des prix du baril de pétrole. Personne ne pouvait prévoir une telle chute des prix des hydrocarbures en 2020.



Pierre Desorgues

15 Novembre 2021

## L'économie algérienne continue son tango au bord du gouffre



La crise politique latente en Algérie depuis des années se déroule sur fond de situation économique tout aussi préoccupante. Les économistes répètent depuis des années que le système de rente est à bout de souffle.

Non seulement parce que les revenus du pays plongent avec les cours des hydrocarbures, qui représentent la quasi-totalité des recettes à l'exportation (l'Algérie est sixième exportateur mondial de gaz). Mais aussi parce que la rente instaure un système malsain de distribution de revenus qui décourage travail et prise de risque et empêche la diversification économique. Alors que le pays regorge d'atouts, naturels, dans l'agriculture ou le tourisme, et humains, avec une classe de jeunes entrepreneurs affrontant bureaucratie et corruption.

### Le poids des hydrocarbures

Le repli spectaculaire des cours des hydrocarbures depuis le pic de 2014 a ainsi amputé les revenus du pays d'un tiers environ en sept ans. Certes, on constate un léger regain des cours de l'or noir depuis trois mois, mais la chute de l'an dernier, millésime déprimé par la pandémie, a ramené les exportations du pays à l'équivalent de 26,4 milliards de dollars contre 38 milliards en 2019. L'activité économique s'est contractée de 6 % en 2020 et, en après un rebond modeste, une croissance de 2,9 % est attendue cette année (la loi de finances table sur 4 %) et 2,7 % l'an prochain, selon le Fonds monétaire international. L'économie algérienne ne devrait retrouver son niveau pré-pandémie que fin 2022.

### Un déficit des paiements élevé

Pas de quoi résorber le chômage, qui frappe officiellement 15 % de la population active, et de manière disproportionnée les jeunes. Un dossier particulièrement pré-

occupant dans un pays où la fécondité remonte, au point qu'il compte un million de jeunes de plus par an depuis 2015.

Surtout, en raison des importants besoins en produits importés pour ce pays de 45 millions d'habitants, notamment alimentaires, et de la faiblesse des investissements étrangers, toujours découragés par la corruption et un cadre juridique nationaliste, le déficit de la balance des paiements demeure élevé. Il a dépassé 10 % du PIB en 2020 et frôlera encore 8 % du PIB cette année. Un déficit qui épuise les réserves de change, qui ne dépassent plus 46 milliards de dollars, la moitié du niveau de fin 2017.

En conséquence, « le pays va tout droit vers une crise des changes », avertit l'économiste Abdel Bessaha. Une chute du dinar algérien renchérirait les produits importés et ferait donc flamber l'inflation, qui se réveille déjà au niveau mondial. Alors que le prix de produits clés, carburant, semoule, huile, est sensible pour la paix sociale.

Chaque jour, la rédaction des Echos vous apporte une information fiable en temps réel. Elle vous donne les clés pour décrypter l'actualité et anticiper les conséquences de la crise actuelle sur les entreprises et les marchés. Comment évolue la situation sanitaire?? Quelles nouvelles mesures prépare le gouvernement ? Le climat des affaires s'améliore-t-il en France et à l'étranger ? Vous pouvez compter sur nos 200 journalistes pour répondre à ces questions et sur les analyses de nos meilleures signatures et de contributeurs de renom pour éclairer vos réflexions.

# Algérie: les cinq raisons du processus inflationniste et son impact sur le pouvoir d'achat

## Cinq moteurs de l'inflation

-Je recense cinq raisons du processus inflationniste qui a un impact sur le pouvoir d'achat.

Premièrement, la faiblesse de la gouvernance, l'absence de mécanismes de régulation d'ensemble, la responsabilité ne relevant pas seulement du Ministère du commerce, les actions punitives étant limitées, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques, processus accéléré par le manque de coordination entre certains ministères.

Deuxièmement, la faiblesse du taux de croissance, résultant de la faiblesse de la production et de la productivité, l'Algérie, selon le rapport de l'OCDE, dépensant deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impact en référence aux pays similaires. Sur les 2,9 milliards de dollars d'exportations hors hydro-

carbures annoncées par le Ministère du commerce, sans analyser la structure, les produits manufacturés et alimentaires dont le sucre représentent pour les huit premiers mois 2021, environ 600 millions de dollars, 80% étant des dérivées d'hydrocarbures et des produits semi-finis devant, pour avoir la balance devises nette pour l'Algérie, soustraire les matières premières importées en devises et les exonérations fiscales. Cela découle de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact renvoyant à la corruption via les surfacturations. (.....)

Troisièmement, la dévaluation du dinar qui influe sur le prix international des produits importés finis, semi-finis et équipements, 85 % des matiè-

res premières des entreprises publiques et privées étant importées, le taux d'intégration ne dépassant pas 15%. Le prix final au consommateur est amplifié par la dévaluation drastique du dinar qui est passé de 76/80 dinars un dollar vers les années 2000/2004 et à 136,3867 dinars un dollar et 161,2601 dinars un euro le 19 septembre 2021, avec un cotation sur le marché parallèle malgré la fermeture des frontières dépassant les 210 dinars pour un euro. La loi de finances 2021 prévoit, pour 2022, 149,32 DA pour 1 USD et pour 2023 l'on verrait donc la

ture des besoins du Trésor, le financement non conventionnel était destiné au remboursement de la dette publique interne, notamment les titres de l'Emprunt national pour la croissance, levé en 2016, ainsi que les titres émis en contrepartie du rachat de la dette bancaire de Sonelgaz et ceux émis au profit de Sonatrach, en compensation du différentiel sur les prix des carburants importés et de l'eau dessalée. Sur les 6 556,2 milliards (mds) de dinars mobilisés jusqu'en janvier 2019 par le Trésor public auprès de la Banque d'Algérie, dans le cadre du financement non conventionnel, un reliquat de 610,7 mds de dinars restait à consommer d'ici à la fin 2019.

Cinquièmement, l'inflation est alimentée par la dominance de la sphère informelle; produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat où existent des liens dialectiques entre cette sphère et la logique rentière, avec des situations

oligopolistiques de rente. La décision récente, méconnaissant le fonctionnement du secteur agricole, de permettre aux producteurs d'écouler directement leur production est une utopie car n'ayant pas les moyens de financement et de stockage, qui au lieu d'atténuer la hausse des prix l'accélère où dans tous les pays du monde il s'agit de réguler les grossistes. Cette sphère emploie plus de 40% de la population active notamment dans le commerce, les services, certains segments de l'industrie, et l'agriculture (.....)

dévaluation de la monnaie nationale se poursuivre avec 156,72 dinars pour un dollar ce qui rend sceptiques les investisseurs créateurs de valeur ajoutée à moyen terme, face tant à l'instabilité juridique que monétaire, spéculer étant plus rentable que réaliser un projet. (....)

Quatrièmement, les effets du financement non conventionnel qui ne se manifestent qu'au bout de deux à trois ans. Les gouvernements précédents avaient amendé l'article 45 de la loi sur la monnaie et le crédit en recourant à la planche à billets, sans introduire, comme je l'ai suggéré, l'institutionnalisation dans cette loi, d'un comité de surveillance, composé d'experts indépendants, pour éviter toute dérive. Outre la couver-



## Plan d'action du gouvernement : plusieurs mesures pour intégrer l'informel dans le circuit légal, améliorer le climat des affaires et l'accès au foncier industriel

Plusieurs mesures pour combattre l'informel à travers notamment des outils visant son intégration dans le circuit légal sont envisagées dans le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du Programme du président de la République.

[...] Le gouvernement s'engage,



dans ce sens, à mettre en place des mesures d'intégration, d'incitation et de contrôle, devant contribuer au transfert de l'activité informelle vers le secteur formel. La récupération des fonds disponibles dans le marché informel, pour les réintégrer dans le circuit officiel, constitue parmi les objectifs assignés à ce Plan d'action prévoyant aussi la mise en place de mécanismes appropriés de commercialisation comme la libre vente à travers des associations spécialisées. Dans le but d'attirer les commerçants activant dans l'informel, le plan d'action du gouvernement envisage la création du statut de l'auto-entrepreneur, le soutien à l'emploi des jeunes et à la création de micro-entreprises ainsi qu'à l'encouragement des activités artisanales et d'art en plus du renforcement des actions de communication pour la vulgarisation des droits et garanties des contribuables.

De même, la procédure d'obtention du registre de commerce et l'affectation d'espaces encadrés pour l'exercice d'activités précédemment pratiquées dans l'informel (achat, revente, artisanat) seront davantage simplifiées, selon le document du gouvernement. Sur le plan fiscal, des mesures d'accompagnement et des dispositions de facilitation en matière de paiement de l'impôt, d'identification des secteurs à risque et des pratiques favorisant le développement du secteur informel sont prévues. Le renforcement de la "fonction con-

trôle" à travers le développement de meilleures méthodes et instruments de collecte, de consolidation, de répartition et d'exploitation de l'information fiscale, sont d'autres actions à même de soutenir les efforts de lutte contre l'informel et son intégration dans le circuit formel.

Climat des affaires, investissement et gestion des EPE: le gouvernement s'engage à lever toutes les entraves

Le Gouvernement s'engage dans son Plan d'action à lever toutes les entraves à l'acte d'investir à l'aide de mesures organisationnelles et financières englobant la réforme du code de l'investissement, la lutte contre la bureaucratie ainsi que la refonte du guichet unique. Il est question de "donner davantage de visibilité et de stabilité juridique et institutionnelle aux investisseurs potentiels à travers, entre autres, la réforme du code de l'investissement, la dématérialisation des procédures administratives, la réduction des délais de traitement de tout dossier administratif et la simplification des procédures d'octroi des différents agréments et autorisations requis pour l'exercice de tous types d'activités", lit-on dans le Plan d'action qui sera soumis prochainement au Parlement. [...] La refonte du guichet unique figure aussi parmi les mesures proposées, à travers l'élargissement des prérogatives de ce mécanisme pour jouer "le rôle d'un vrai centre de services aux investisseurs".

Une nouvelle approche de gestion des participations de l'Etat

Pour la concrétisation d'une relance et d'un renouveau économiques, le gouvernement table, d'autre part, sur la réforme du secteur public marchand et la gouvernance des entre-

prises publiques par le biais d'une nouvelle approche de gestion des participations de l'Etat.

A ce titre, il s'engage à auditer et à évaluer les capitaux du secteur public marchand, notamment le management des Groupes/ Holdings Industriels et les Entreprises publiques économiques (EPE), ainsi qu'à engager une restructuration à la lumière des audits engagés et une ouverture du capital des entreprises. [...] Le gouvernement compte procéder également aux amendements nécessaires qui consacrent "l'autonomie effective" de la décision de l'entreprise publique. [...] Quant à la mise à niveau, il est attendu la relance des activités des EPE et/ou les unités à l'arrêt et le développement d'une démarche de valorisation de leurs actifs inexploités par un partenariat intergroupes/inter holdings ou public-privé national ou étranger, ainsi que l'étude des mesures financières appropriées pour la relance de l'activité de certaines entreprises exportatrices.

[...] Enfin, le gouvernement mise sur le développement des partenariats public-privé (PPP) en tant qu'un "instrument privilégié pour la fourniture et la gestion des services publics, [...]

Une série de dispositions pour améliorer l'accès au foncier industriel

[...] Le Plan d'action prévoit en effet la révision du dispositif lié au foncier destiné à l'investissement afin de lever les contraintes et parer aux situations de blocage que connaît l'octroi du foncier industriel.

Selon le document, la gestion, l'aménagement et la création de zones industrielles seront confiés à un seul organisme spécialisé (une agence présente au niveau régional et local) et bénéficie d'un savoir-faire et d'une expertise technique en la matière.

Dans le même sillage, le gouvernement entend simplifier les procédures, promouvoir l'investissement et optimiser l'allocation de la ressource foncière. [...] Adopté lundi dernier en Conseil des ministres, le Plan d'action du gouvernement sera soumis prochainement aux débats et approbation du Parlement.

## Endettement, taux de change, financement monétaire : les recommandations anti-crise du FMI pour l'Algérie

La situation économique de l'Algérie inquiète le Fonds monétaire international (FMI) qui met en garde contre les conséquences des déficits budgétaires élevés à moyen terme et l'épuisement des réserves de change, tout livrant un ensemble de recommandations de sortie de crise à l'Algérie. (...) le FMI a appelé l'Algérie à recalibrer en urgence sa politique économique pour « corriger les déséquilibres macroéconomiques ». (...) l'ins-



titution de Bretton Woods a souligné la dégradation de la situation macroéconomique de l'Algérie en 2020, sous le double effet de la pandémie du Covid-19 et de la « baisse concomitante de la production et des prix du pétrole ont eu de graves répercussions sur l'économie ». Ces conséquences se sont manifestées par « une forte contraction du PIB réel de 4,9 % en 2020 », baisse des réserves de change, même si elle restent à un niveau « adéquat » et le creusement des déficits budgétaires et extérieurs, selon le FMI.

### Les prévisions pessimistes du FMI

L'institution de Bretton Woods a souligné que « la politique budgétaire expansionniste menée depuis plusieurs années a contribué à porter les déficits extérieurs courants à des niveaux élevés, malgré une politique de compression des importations, et a entraîné de vastes besoins de financement qui ont été, dans une large mesure, satisfaits à travers la banque centrale ».

« Les déficits budgétaire et extérieur se sont encore creusés en 2020, alors que les réserves internationales, qui demeurent à un niveau adéquat, ont baissé de 62,8 milliards de dollars en 2019 à 48,2 milliards de dollars à la fin de 2020 », a indiqué le FMI. (...) « De l'avis de l'équipe de la mission, la persistance de déficits budgétaires élevés à moyen terme engendrerait des besoins de financement sans précédent, épuiserait les réserves de change, et présenterait des risques pour l'inflation, la stabilité financière et le bilan de la banque centrale », a mis en garde le FMI.

L'institution de Bretton Woods a ajouté que « globalement, la capacité des banques à prêter au reste de l'économie serait fortement entravée, ce qui aurait des conséquences négatives pour la croissance ». Le FMI a également souligné que « l'inflation s'est accélérée pour atteindre 4,1% en moyenne annuelle en juin 2021, en partie

sous l'effet d'une augmentation des cours internationaux des produits alimentaires et d'un épisode de sécheresse en Algérie ». La mission du FMI a constaté « une reprise graduelle » de l'économie, « avec une croissance économique projetée à plus de 3 % cette année, soutenue par la reprise des prix et de la production des hydrocarbures ». En dépit du « rebond de l'activité économique » et de la « nette amélioration du solde extérieur en 2021 », l'institution monétaire a estimé qu'il était « urgent de rétablir une stabilité macroéconomique et une marge de manœuvre, tout en protégeant les groupes les plus vulnérables et en soutenant la reprise ».

### Les recommandations anti-crise du FMI

Pour sortir de la crise, le FMI a recommandé un ensemble complet de politiques budgétaire, monétaire, et du taux de change afin de réduire les vulnérabilités de l'Algérie.

Le FMI recommande « un ajustement budgétaire général, qui donne en même temps la priorité aux mesures de protection des plus vulnérables, devrait être entamé en 2022 et s'échelonne sur plusieurs années pour maintenir la viabilité de la dette ».

Selon l'institution de Bretton Woods, « cet ajustement devrait être étayé par des politiques visant à améliorer le recouvrement des recettes, à réduire les dépenses et à accroître leur efficacité ».

Le FMI recommande l'interdiction du financement monétaire, afin d'endiguer « l'augmentation de l'inflation et l'épuisement rapide des réserves de change, tout en diversifiant les sources de financement budgétaire y com-

## LE FMI DEMANDE ENCORE DES SACRIFICES AUX ALGÉRIENS



DIEZEL

pris à travers le recours à l'emprunt extérieur ».

Enfin, le FMI préconise « une plus grande flexibilité du taux de change contribuera à renforcer la résilience de l'économie aux chocs externes et un resserrement de la politique monétaire permettra d'endiguer les pressions inflationnistes ».

## Les produits de première nécessité ne seront plus soutenus: Un système d'aide direct à la place des subventions

L'Algérie consacre chaque année entre 12 et 14 milliards de dollars aux prestations sociales (plus de 10% du PIB). C'est un héritage empoisonné de l'Algérie socialiste qui voulait, grâce à ce moyen découlant d'un principe de fraternité et de solidarité, établir une certaine justice sociale entre les diverses classes sociales et régions du pays. Ces transferts sociaux, selon le jargon des économistes, visaient notamment à soutenir les prix des produits et services de première nécessité, de manière à ce qu'ils soient accessibles à tous, quels que soient les niveaux de revenus. Cette politique de soutien des prix est mise à contribution dans divers domaines, parmi lesquels, on peut citer les produits de consommation de première nécessité, les loyers des logements sociaux, les aides à l'emploi des jeunes, les aides multiformes au profit des enfants de familles pauvres, la péréquation des prix du transport de marchandises et de voyageurs à destination des wilayas du sud etc.

Depuis que l'Algérie a opté pour l'économie de marché à la fin des années 80, ce mécanisme n'a pas cessé de poser problème, notamment lorsque les ressources financières de l'Etat se font plus rares. C'est ainsi qu'on avait tenté de remettre en cause ce système de répartition en 1990, à l'aune de la grave crise économique qui avait secoué le pays et, comme aujourd'hui, on avait envisagé de le remplacer par des aides ciblées, destinées à « solvabiliser » les personnes à bas revenus. Il s'agissait de leur accorder une allocation complémentaire à leurs revenus de manière à se qu'ils puissent acheter les produits de première nécessité au prix réel du marché. Sous l'instigation du FMI, on avait même commencé à établir au niveau des communes, les listes des personnes susceptibles d'en bénéficier. Mais dès que les prix du pétrole avaient commencé à se redresser, le gouvernement abandonna aussitôt cette initiative, ...

Au début des années 2000, la même réflexion avait été engagée par l'équipe de libéraux qu'avait engagée l'ex président Bouteflika. Il s'agissait, là aussi, de « solvabiliser » au moyen d'allocations financières directes les plus faibles revenus afin qu'ils puissent s'approvisionner, ...

à prix coutants Mais là aussi, la remontée spectaculaire des cours du pétrole, incita Bouteflika... à maintenir ces transferts et à les élargir généreusement à d'autres domaines... On mit définitivement fin au débat sur l'éventuelle suppression des transferts sociaux en 2012, lorsqu'ils servirent de moyen pour calmer les foules en colère. On décida alors de poursuivre cette politique de soutien des prix et même d'accorder de substantielles augmentations aux salariés et retraités.



Ces mesures populistes ont ... permis de rétablir le calme une dizaine d'années...

Mais le problème se posera ... en 2021 à l'aune d'une nouvelle crise économique et financière qui affecte un pays déjà confronté à de graves difficultés politiques et sanitaires. Les manifestations populaires exigeants la démocratisation du pays et la pandémie de coronavirus qui paralyse de nombreux secteurs de l'économie, ont en effet compliqué la donne, au point où la lourdeur des transferts sociaux... est devenue un gros problème qu'il fallait régler..., au risque de mettre l'Etat en situation de cessation de paiements. C'est ce que vient de faire le dernier Conseil des Ministre, en décidant d'instaurer à la place des transferts sociaux des aides frontales sous forme d'allocations financières permettant de relever... les plus bas revenus. Mais comme l'Algérie se trouve aujourd'hui dans une situation de crise financière à peu près semblable, ..., le gouvernement ne pouvait ... pas réagir autrement que ce

que les autorités de l'époque, avaient tentés de faire sous la pression du FMI. Il est de ce fait cette fois aussi, question de supprimer progressivement les transferts sociaux, dont profitent aujourd'hui tous les algériens sans exception, ..., en les remplaçant par des aides frontales, destinées à augmenter ... leurs pouvoirs d'achat.

Si l'idée est en soit bonne, sa mise en œuvre ne manquera ..., de poser problèmes.

Le premier d'entre eux consiste à

déterminer quel niveau d'allocation financière accorder aux plus faibles revenus pour qu'ils soient solvables ? Les indices des salaires et des prix étant mal connus il sera bien difficile de déterminer à partir de quel minimum de revenu un algérien pourrait être solvable sur un marché fonctionnant selon la règle de la vérité des prix ? Tout un travail de calcul qui n'est pas encore fait..., attend autorités chargées de mettre en place ce nouveau dispositif. Un minimum d'une année sera nécessaire pour déterminer le montant de ces allocations....

Le second gros problème consiste à déterminer à quelle institution confier la confection des listes de personnes ou ménages à bas revenus, en veillant à ce que ces institutions soient bien organisées et aptes à mettre... ces allocations aux mains de leurs destinataires. La machine bureaucratique demandant beaucoup de temps, il est effectivement à craindre que la remise de ces subventions, aillent beaucoup moins vite

que les prix qui augmentent, comme c'est actuellement le cas,.... On pense évidemment à ces institutions proches des citoyens que constituent les communes (APC), mais ces dernières sont pour la plupart gérées de façon archaïque. Elles manquent de surcroît de compétences et ont souvent tendance à verser dans la corruption et le clientélisme, qui risquent de fausser la véracité des listes des postulants et de détourner leurs allocations financières. Toutes les actions de cette nature ... ont en effet souvent tourné au fiasco, en raison des malversations de tous ordres commises par les agents communaux concernés. Leur confier une mission aussi importante que celle de délivrer des cartes d'indigence ouvrant droit à des aides frontales, serait ... risqué, surtout quand on sait que les wilayas et Dairas chargées du contrôle ne sont pas suffisamment outillées pour ce faire. On risque par conséquent de se retrouver avec des listes qui excluent les pauvres, souvent difficiles à identifier, et incluent, ..., des personnes financièrement à

l'aise.

Le troisième problème et non des moindres, consiste à déterminer avec ... d'inexactitude..., la situation financière des algériens qui travaillent dans les secteurs informels, qui ne déclarent ni salaires, ni autres revenus. Ces secteurs emploient, ..., plus de 6 millions d'algériens. De plus, la situation économique dans l'informel évolue si rapidement, qu'il serait mal venu de figer les revenus relevés à une période donnée, pour en faire des critères d'éligibilité aux aides l'Etat. Un opérateur informel déclaré pauvre à un moment donné, peut effectivement gagner une fortune quelque temps après. La vigilance est donc requise.

L'autre problème... le plus important, est de savoir si ce ciblage va vraiment régler le problème de justice sociale que le gouvernement prétend garantir à travers cette nouvelle politique .... La question qui se pose ..., est que l'essentiel

des revenus salariaux des algériens est consacré à l'alimentation, dont il ne reste aujourd'hui qu'une dizaine de produits subventionnés, le reste étant seulement plafonné ou carrément soumis aux lois du marché, ..., à la spéculation. On se demande alors à quoi serviront ces aides frontales, si les personnes concernées seront obligées d'acheter plus de 80% de leurs besoins alimentaires aux prix du marché, déjà exagérément élevés. Toutes les couches sociales..., pâtiront de cette flambée des prix qui ne s'arrêtera que lorsque la production intérieure sera à la hauteur de la demande nationale et la parité du dinar, ..., stabilisée. Les projections à court et moyen termes indiquent malheureusement tout le contraire : une production industrielle en constante détérioration et un dinar à la dérive.

Nordine Grim



15 septembre 2021

## Immigration clandestine : Plus de 1000 haraga algériens arrivés en Espagne ces dernières 72 heures

Plus de 1000 migrants clandestins (haraga) algériens sont arrivés en Espagne, ces dernières 72 heures, a rapporté ce vendredi 1er octobre 2021, Francisco Jose Clemente Martin du Centre international d'identification des migrants disparus (CIPIMD) et membre de l'ONG Heroes Del Mar, dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Les haraga algériens sont arrivés dans les villes espagnoles d'Almeria, Murcia, Alicante et dans les îles Baléares en provenance d'Algérie, a précisé le même responsable qui a indiqué que plus de 90 embarcations ont été interceptées.

Le même responsable a indiqué que de nombreuses embarcations ont également été interceptées en Algérie par la marine algérienne, bien que le nombre d'arrivés reste élevé.

Ouramdane Mehenni



01 Octobre 2021



# Locales: 36,58% taux de participation pour les APC et 34,76% pour les APW



ALGER - Le taux de participation national au scrutin des élections locales qui s'est tenu le 27 novembre dernier a atteint 36,58% pour les Assemblées populaires communales (APC) et 34,76% pour les Assemblées populaires de wilaya (APW), selon les résultats définitifs annoncés mercredi à Alger par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Concernant l'élection des APC, le nombre de votants a atteint 7.514.422 électeurs, celui des voix exprimées a été de 6.377.684, alors que le nom-

bre des bulletins nuls a enregistré un total de 1.136.738 bulletins, a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse au centre international des conférences (CIC)... La loi organique portant régime électoral fera l'objet d'une "révision à l'avenir", a affirmé mercredi à Alger le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. "La loi organique portant régime électoral est l'un des textes à réviser à l'avenir", a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats définitifs des Locales du 27 novembre der-

nier. Le président de l'ANIE a indiqué, à cet égard, que l'élaboration de la présente loi électorale "est intervenue dans une conjoncture exceptionnelle qu'a connue le pays, une situation qui a imposé la réédification des institutions de l'Etat dans l'ère de l'Algérie nouvelle, et ce, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune".



22 Décembre 2021



## Comment restaurer les biens culturels

### Rencontre sur les opportunités de collaboration algéro-italienne

Une rencontre sur «les opportunités de collaboration algéro-italienne dans le domaine de la protection et la restauration des biens culturels» a été animée, lundi au théâtre de l'ambassade d'Italie, par plusieurs intervenants et spécialistes en la matière. Dans le cadre de la récente visite d'Etat en Algérie du président de la République d'Italie Sergio Mattarella, cette rencontre, introduite par l'ambassadeur d'Italie en Algérie Giovanni Pugliese, donne suite à la convention de coopération scientifique, signée entre l'Institut central pour la restauration de Rome et l'Ecole nationale supérieure de conservation et restauration des biens culturels. La collaboration algéro-italienne dans la protection et la restauration des biens culturels datant de plusieurs années déjà, M. Giovanni Pugliese, qualifiant la visite du président Sergio Mattarella d'«historique», qui allait donner «un nouvel élan à la coopération, déjà excellente, entre les deux pays», a rappelé quelques réalisations «réussies» en la matière, le Palais des raïs à Alger (Bastion 23) notamment. Le directeur de l'Ecole nationale supérieure de conservation et restauration des biens culturels (Enscrbc), Mohamed Cherif Hamza s'est étalé sur les contenus et les termes de la convention, valable, a-t-il dit, pour «une durée de trois ans».



Le directeur de l'Enscrbc a entre autres, rappelé les termes de coopération des deux parties algérienne et italienne, dans le secteur de l'organisation pédagogique, notamment par l'échange d'informations concernant la structure pédagogique et les programmes d'enseignement.

Dans le secteur de la formation, poursuit Mohamed Cherif Hamza, des échanges d'étudiants et d'enseignants chercheurs sont envisagés, ainsi que la collaboration dans le cadre de projets de recherche et laboratoires inhérents à la conservation et à la restauration des biens culturels, pour conclure avec la possibilité d'organisation d'événements sur des thématiques d'intérêt commun. Cette rencontre a également été enrichie par les interventions des directrices de, l'Institut central italien de la restauration, Alessandra Marino et l'Institut culturel italien d'Alger, Antonia Grande et celles du président du Conseil algérien national de l'ordre des architectes Mustapha Tibourtine, le président, ainsi que le directeur de l'Association italienne pour la restauration architectonique, artistique et urbaine «Assorestauro», Alessandro Bozzetti et Andrea Griletto.

11 Novembre 2021



## Le monde de la culture chez les habitants des zones d'ombre COMMUNE DE MOUSSADEK (CHLEF)

Les habitants de plusieurs zones d'ombre dans la commune rurale de Moussadek, au nord-est du chef-lieu de la wilaya de Chlef, sont périodiquement au rendez-vous de plusieurs événements culturels et artistiques, après un long et ennuyeux vide imposé par la Covid-19. À l'origine de cette louable initiative que les habitants locaux de plusieurs douars accueillent toujours avec joie et satisfaction, l'association Ahlem des échanges culturels et artistiques qui multiplie, depuis plusieurs jours, ses sorties sur le terrain dans la région de Moussadek.

"Nous savons pertinemment combien les habitants des douars classés zones d'ombre manquent d'activités culturelles et artistiques. Outre le vide imposé par la crise sanitaire depuis presque deux années dans cette région comme partout ailleurs, l'absence d'infrastructures et de programmes culturels dans ces localités isolées a envenimé encore plus l'ensemble du climat local, devenu, avec le temps, morose, désagréable, insupportable et plein de tristesse.

C'est justement pour rendre ce même climat favorable, ce qui permet, sans aucun doute, aux habitants locaux de reprendre leur souffle, de renouer avec la culture et l'art qui font intégralement partie de leur patrimoine et qui leur manquent tellement et de sortir progressivement

du marasme dans lequel ils se trouvaient depuis des mois, que nous avons programmé ces sorties artistiques et que nous avons préféré organiser chez eux", résumant ensemble Kheira Aadjadj et Benali Berberi, respectivement présidente et animateur de l'association, qui étaient également accompagnés de plusieurs artistes et hommes de culture, tous rassemblés à l'intérieur du stade communal de la ville de Moussadek, qui abrite régulièrement des festivités culturelles.

Présentations théâtrales pour enfants et pour adultes, expositions de produits artisanaux (poterie, plats et vêtements traditionnels et autres travaux réalisés par la femme au foyer), exposition d'arts plastiques sur l'histoire de la région, spectacles de chansons modernes et berbères, entre autres, figurent à chaque fois dans le programme artistique et culturel que ladite association organise et qui gagne à la fois estime et admiration de tout le public issu des différentes zones d'ombre de la commune de Moussadek.

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER  
**LIBERTE**  
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Ahmed CHENAOUÏ

14 Novembre 2021

## Ces deux étudiantes françaises qui collectent et transmettent les mémoires d'Algérie

Comment se réapproprier une histoire familiale quand certaines paroles sont tuées voire occultées ? Farah et Nouha sont deux étudiantes françaises d'origine algérienne. Elles ont décidé de récolter des témoignages de personnes ayant connu la colonisation en Algérie, la guerre d'indépendance et de les publier sur un site internet. "Récits d'Algérie" compile ces témoignages pour permettre une meilleure transmission de ces

Sans être une décision précise, la ligne éditoriale du projet s'est ancrée dans les mémoires et le territoire algérien. Même si le massacre du 17 octobre commis sous l'autorité du préfet Maurice Papon n'a pas été encore abordé par les récits récoltés par les deux jeunes femmes et leur équipe, elles ne sont pas moins les héritières de cette histoire. "Ce qui fait que le récit de ce massacre est

deux jeunes françaises d'origine algérienne ont un rapport très différent à l'histoire du pays, notamment pendant la colonisation et la guerre d'indépendance. "J'ai toujours vu l'Algérie comme le pays de mes racines, de mon grand-père maternel, de ma famille. Plus jeune, je comprenais bien qu'il y avait eu une présence française là-bas", explique Farah... C'est à 19 ans qu'elle prend conscience des conséquences de



mémoires auprès d'un public jeune. "À aucun moment, on s'est dit qu'il fallait absolument qu'on ait des témoignages du 17 octobre 1961. Pendant la guerre, en Algérie, c'était quasiment des 17 octobre tous les jours en réalité", relate Farah. "Cela s'est passé en France, il y a 60 ans, la police française a massacré des gens, des Algériens en plein Paris, et ce, avec la complicité des médias, et d'une certaine opinion publique. 60 ans c'est l'âge de mon père, c'est peu", raconte quant à elle, Nouha. Farah et Nouha sont deux étudiantes françaises âgées de bientôt 25 ans, qui vivent en région parisienne. L'une finit ses études en droit des affaires et l'autre est interne en médecine. En février 2020, juste avant le confinement, Farah lance en ligne le projet « Récits d'Algérie ». Nouha se joint tout de suite à elle. "Je suis un peu le bras droit de Farah sur « Récits d'Algérie », s'exclame-t-elle, en riant. Sur les réseaux, elles lancent des appels à témoignages pour récolter des récits de personnes ayant connu la colonisation française en Algérie et la guerre d'indépendance.

important aujourd'hui, c'est qu'il s'est passé en France hexagonale", commente Farah. La découverte de ce massacre a fait réaliser à Nouha la faiblesse de sa sécurité en France, en tant que Française d'origine algérienne : "On se croit souvent en sécurité en France, car c'est une démocratie, avec ses institutions. On trouve impossible qu'une telle chose soit arrivée. Mais c'est arrivé. Notre démocratie est faillible, et les organes de l'Etat censés la défendre ont servi des intérêts politiques et c'est assez inquiétant", poursuit-elle... Pour Farah et Nouha, il reste beaucoup à faire. "Le chemin est encore long. On en est au stade de la reconnaissance de faits historiques connus, qui se sont produits au nom de la République française. Le temps est venu pour la justice, et la réparation. C'est ce qu'on attend", s'exclame Farah. "La justice traduirait un respect des vies humaines qui ont été perdues contre la liberté", conclut-elle. Nouha veut pouvoir aller plus loin, dans la déconstruction du système colonial... Même si l'Algérie a toujours fait partie de leurs vies, ces

cette présence pour sa famille. "Lors d'une discussion banale avec ma mère, j'apprends qu'un de ses oncles, mort avant sa naissance, avait en fait été tué par les soldats français. J'ai alors pris 132 ans de colonisation dans la tête", raconte-t-elle. Sous le choc, Farah tente alors de remonter le cours de la mémoire familiale, en se confrontant, parfois au silence, notamment celui de son grand-père... "Quand je lisais des travaux d'historiens français, j'avais l'impression que les vies des Algériens n'étaient pas humanisées. On ne parlait que de chiffres, et encore, ce n'était que des données approximatives", déplore-t-elle. Collecter ces mémoires devient pour Farah une évidence, et surtout une action primordiale à entreprendre... "La seule mission qu'on s'est donnée, c'est de collecter et transmettre ces mémoires, pour qu'on puisse se les approprier. Chacun fait ce qu'il veut avec ces récits, ensuite", conclut Farah.



Nadia Bouchenni  
17 octobre 2021

## Les oubliés de l'histoire.

Durant la guerre de libération, il y eut d'autres nationalistes que ceux du FLN qui ont héroïquement combattu contre l'occupation française. Les 9 et 10 octobre 1957 : décapitation à la prison de Serkadji de 6 militants du Mouvement national algérien (MNA). Ils militaient sous la bannière du MNA et étaient restés fidèles au charismatique leader Messali Hadj, après la scission du PPA /MTLD. Leur mémoire et leur martyre sont ostracisés par l'historiographie officielle qui ne glorifie que le seul FLN, le mouvement rival et le vainqueur d'une confrontation fratricide qui eut pour enjeu sanglant l'hégémonie sur la lutte pour l'indépendance. Malheur aux vaincus ! Kab

rades, trois autres "fedayines" messalistes passent sous la guillotine la nuit du 9 au 10 octobre 1957. Bachir Lanes, Rabah Larabi dit "bégonia" et Mohamed Harfouchi tombent aussi bravement et avec la même dignité sous la lame de Barberousse. L'attitude des héros Kab Abderrahmane avait exécuté le commissaire félon Lazib, des RG de la préfecture d'Alger, devant le café "El Bahdja" dans le vieil Alger; L'inspecteur Oubabass jura de venger son collègue et ami. Il fut la cible d'un commando MNA et à son tour abattu par Mohamed Azzouzi épaulé par deux autres hommes. Mohamed Azzouzi et Ali "El kheddar" tombèrent plus tard dans un accrochage qui les opposa à la

se montra d'un courage exceptionnel, se retourna vers ses compagnons, très droit, puis lança le dernier cri de guerre. « J'espère que vous aurez le même sourire ... ! ». Chafik Melzi, exécuté le 9 octobre 1957, avait défié le juge Paul Caterino tout au long de l'audience. Au point que le magistrat lui avait rageusement lancé : « Je vois que vous avez beaucoup de courage et un sourire à la bouche quand vous parlez. J'espère que vous arborerez le même sourire à l'heure de l'échafaud !! » L'affrontement fratricide auquel se sont livrés MNA et FLN, pourtant également engagés dans la lutte de libération, aura été une guerre dans la guerre au bout de laquelle chaque camp



Abderrahmane, Chafik Melzi, Mohamed Bourenane ont été exécutés dans la nuit du 8 au 9 octobre 1957. Des nombreux membres des groupes de choc du MNA à Alger qu'avait montés Mustapha Benmohamed, et internés à la prison de Barberousse, seuls Bensadi "le poissonnier" et un des deux frères Melzi avaient bénéficié d'une grâce arrachée à l'ultime moment par Maître Gisèle Halimi, mandatée par Messali Hadj. Les têtes de Kab Abderrahmane, Chafik Melzi et Mohamed Bourenane tombent sous le couperet dans la nuit du 8 au 9 octobre 1957. Tous les trois firent preuve du plus grand courage et, comme leurs frères-ennemis du FLN, s'étaient avancés têtes hautes vers le bourreau en s'écriant : Dieu est plus grand ! Vive l'Algérie ! Bachir Lanes, Rabah Larabi et Mohamed Harfouchi tombent dans la nuit du 9 au 10 octobre 1957. Dans le sillage de l'exécution, la veille, de leurs cama-

police dans une rue de la Casbah. Dans son témoignage ("Confession d'un résistant", Enag, 2009), Ali Labadi, responsable dans la zone autonome FLN d'Alger, condamné à mort, avait partagé un moment la même cellule que Abderrahmane Kab. "Nous sommes appelés à passer par le fil d'une même épée parce que nous croyons à l'Algérie libre. Faisons donc abstraction des divergences politiques qui opposent nos deux camps et soyons amis" avait-il dit à Kab et la glace fut rompue. Ali Labadi rapporte également : "condamné, Kab comprit qu'il ne lui restait que très peu de temps à vivre. Dans son regard, il n'y avait plus d'espoir que le mort en suspens. Il avait acquis cette gravité spontanée de ceux qui savent que le mort est proche. La veille de sa décapitation, il (me) confia : Mes heures sont comptées; je n'ai aucun regret ... mais fasse le ciel que je sache mourir dans la dignité ». Le jour de son exécution, il

aura compté ses morts. Les historiens et des acteurs de la lutte de libération, de plus en plus nombreux, œuvrent désormais à analyser et décrypter les causes et les tenants de cette rivalité meurtrière. Entre temps, Messali Hadj, précurseur incontesté de la revendication d'indépendance et néanmoins fondateur et leader du MNA, est quasiment réhabilité. Un aéroport du pays porte son nom et il est désormais cité dans les manuels scolaires de l'Histoire de l'Algérie. Que gagne alors le martyrologue officiel à encore injustement ignorer ceux qui, sous la bannière d'un "zaim" auquel ils étaient restés fidèles, se sont sincèrement sacrifiés pour la cause nationale ?

Noureddine Ferhani

**MediaTERRANEE**

*Rapprochons les deux rives !*

12 Décembre 2021

## [BIBLIOGRAPHIE]

Mehdi Messaoudi

De l'autre côté

Medias Index Editions, Alger 2021



« Romancier, nouvelliste et chroniqueur, Mehdi Messaoudi se lance dans l'écriture en 2016 et sortit l'année suivante la nouvelle « Au milieu du champ de lavande ». En 2018 il publia son premier roman « pétri d'amertume ». Le romancier revient en 2021 avec une fresque passionnante qui immerge le lecteur dans la peau d'un parfait antihéros »

## [REVUE]

LIBYE : GUERRES ET CONVOITISES

n°118- Automne 2021

L'harmattan Editions, 2021



Libye :  
guerres et convoitises

Sous la direction de Barah Mikail



CONFLUENCES

L'Harmattan

Dix ans après l'éclosion de son "Printemps", la Libye peine toujours à voir le bout du tunnel. Les différentes phases qu'elle a connues ont mis en exergue de nombreuses logiques de division : politique, institutionnelle, idéologique, militaire ou encore économique, sur fond de rivalités de pouvoir

Revue internationale des études du développement n 247 Tome 247

La santé : nouveaux défis pour le développement

REVUE INTERNATIONALE  
DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT N°247  
2021-2

► La santé : nouveaux défis  
pour le développement

Sous la direction de Hamidou Niangaly,  
Valéry Ridde et Jocelin Thuilliez



EDITIONS DE LA SORBONNE

Ce numéro thématique regroupe des papiers sur des thématiques de santé centrales dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire

## [FILM]

La vie d'après

Réalisateur : Anis Djaâd



"La vie d'après" relate l'histoire poignante de Hajer, incarnée par l'époustouflante Lydia Larini, qui se retrouve avec son fils "Djamil", rendu par le jeune Ahmed Belmoumen, dans le tourbillon infernal de la rumeur et du mensonge des gens, qui voient en elle une femme de mauvaise réputation, aux mœurs légères